Req. N° 1805587 et 2001580

M. et Mme P...

Audience du 17 février 2022

Conclusions de Mme Edwige VERGNAUD, rapporteure publique

M. et Mme P... sont propriétaires d'une maison d'habitation située au ... à Nanteuil les Meaux.

Le 20 juillet 2014 ils ont été victimes d'un dégât des eaux du fait de la rupture d'une canalisation d'eau potable située sous la rue de Parrousin en contrebas laquelle se trouve le pavillon. Au même moment, il a été constaté un effondrement important de cette rue sur plusieurs mètres de circonférence et de profondeur.

Suite à la déclaration de sinistre effectuée le jour même, l'assureur de M. et Mme P... a fait procéder à une expertise amiable. L'expertise, effectuée au contradictoire de la commune et de la société Saur, en sa qualité de gestionnaire du réseau d'eau potable, a procédé à une première évaluation des préjudices et a conclu à la nécessité d'une étude de sol afin d'évaluer si les fondations de la propriété avaient été affectées.

A la demande des époux P..., un expert judiciaire a été désigné par une ordonnance du TGI de Meaux en date du 15 avril 2015 demandant à l'expert de déterminer les causes du sinistre, de décrire les dommages affectant la propriété des époux P... et de procéder à l'évaluation de leurs différents chefs de préjudice.

Par une ordonnance du 17 février 2016, l'expertise a été rendue commune à la société Saur, à la commune de Nanteuil les Meaux et à la communauté de communes du Pays Fertois.

Le rapport d'expertise a été remis le 31 janvier 2017. Aux termes de ces conclusions il indique que la rupture de la canalisation ayant causé le dégât des eaux subi par M. et Mme P... résultait de l'affaissement du terrain d'assise de la canalisation par un phénomène de fontis dû à l'effondrement progressif d'une cave située sous la rue de Parousin.

Par un courrier du 14 mars 2018, M. et Mme P..., estimant que la cave située sous la voie publique dont l'effondrement était à l'origine du sinistre relevait du domaine public communal et de la responsabilité de la commune, ont sollicité de cette dernière l'indemnisation de leurs préjudices à hauteur de 86 671 euros.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

Puis, par un courrier du 26 novembre 2019, ils ont présenté une demande d'indemnisation d'un même montant à la communauté d'agglomération Coulommiers-Pays de Brie, venue au droit de la communauté de communes du Pays Fertois, en sa qualité de responsable de l'entretien et de la gestion du réseau d'eau potable.

Il n'a pas été répondu à ces demandes.

Par une première requête, enregistrée le 5 juillet 2018, M. et Mme P... vous demandent la condamnation de la commune de Nanteuil sur Marne à leur verser la somme de 35 671 euros en réparation des préjudices subis du fait du sinistre et par une seconde requête, enregistrée le 18 février 2020, ils demandent la condamnation de la communauté d'agglomération Coulommiers- Pays de Brie à leur verser une somme de 55 671 euros en réparation des préjudices résultant de la rupture de la canalisation.

Vous savez que, selon une jurisprudence bien établie, le maître de l'ouvrage, ou son concessionnaire, est intégralement responsable, même sans faute, de tout préjudice spécial et anormal que l'ouvrage public dont il a la garde peut causer au tiers, en raison tant de son existence que de son entretien ou de son fonctionnement et ne peut dégager sa responsabilité que s'il démontre que le dommage est imputable à la faute de la victime ou à un cas de force majeure, sans que puisse utilement être invoqué le fait du tiers.

Voir par exemple CE du 7 août 2008, Sté Anonyme de gestion des eaux de Paris, n° 289329

Par ailleurs, lorsque l'existence ou le fonctionnement de l'ouvrage n'est pas seul à l'origine d'un même dommage mais que ce dernier résulte de la conjugaison de plusieurs faits générateurs qui ont abouti à la survenance de ce dommage, cette circonstance n'est pas de nature à exonérer le maître de l'ouvrage ou le concessionnaire de leur responsabilité, mais peut seulement leur permettre d'exercer une action récursoire contre le tiers responsable du fait qu'ils invoquent.

Sur ce point : voir notamment CE du 21 décembre 2007, M. Sicignano, n° 296639 et les conclusions de M. Derepas sous cet arrêt.

En l'espèce, il n'est pas contesté que le sinistre subi par les époux P... résulte d'un dégât des eaux provoqué par la rupture d'une canalisation d'eau potable passant sous la voie publique, en l'espèce la rue de Parousin, l'eau ayant traversé le mur de soutènement de cette rue, formant la partie arrière du niveau bas du pavillon situé 6 m

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

en contrebas de la rue, et s'étant répandue sur ce niveau sur plus de 15 cm de hauteur en y déposant des sédiments avant de ressortir du côté de la rue de Passy.

La canalisation pouvant être qualifiée d'ouvrage public, les désordres causés par sa rupture engagent en principe la responsabilité de la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie, venue au droit de la communauté de communes du Pays Fertois, à laquelle la commune de Nanteuil les Meaux était adhérentes à la date des faits, s'agissant de la compétence relative à la gestion du réseau de distribution d'eau potable.

Il résulte cependant du rapport d'expertise que la rupture de la canalisation a elle-même pour origine un affaissement de son terrain d'assise par un phénomène de fontis. Il expose que l'impasse dénommée rue de Parousin, qui dessert 4 pavillons, s'est effondrée le 20 juillet 2014 sur plus de trois m de hauteur entraînant la rupture de la canalisation d'eau potable, ainsi que la rupture d'une canalisation d'eau pluviale et l'effondrement du regard situé sur cette canalisation, la rupture des branchements et l'effondrement des compteurs d'eau de deux pavillons riverains et l'effondrement d'un poteau de clôture. Il indique que ce phénomène a été en l'espèce provoqué par l'effondrement progressif de la voute ou d'un pied droit d'une cave située sous la voie publique et la traversant sur toute sa largeur, cet effondrement progressif ayant entraîné la décompression puis l'effondrement des terres superficielles surplombant cette cave.

La jurisprudence n'exclut pas par principe le caractère direct du lien de causalité lorsque celui-ci est constitué d'une chaîne de plusieurs événements.

Voir par exemple : CE, Dame Lesouple du 17 novembre 1971, aux tables p. 1230 ; CE, 16 juin 1999, Société centrale sidérurgique de Richemont, n° 181534, A

La jurisprudence s'inspire ainsi de la théorie de la causalité adéquate, en conséquence de laquelle la réalisation d'un dommage est attribuée à celui des faits dont on peut estimer qu'il avait une vocation particulière à provoquer ce dommage, et qui trouve notamment à s'appliquer lorsque plusieurs faits ont concouru à la réalisation du dommage.

La notion de cause déterminante, qui rejoint la théorie de la causalité adéquate, est également utilisée par le juge administratif qui l'a développée en de nombreuses matières et notamment à propos des dommages d'ouvrages ou de travaux publics (CE Sect. 14 octobre 1966, Marais, p 548 ; CE 7 mars 1969, Ets Lassailly et Bichebois, p 148 ; CE 25 février 1972, Cie générale des travaux hydrauliques, p 168).

Il résulte ainsi de la jurisprudence, d'une part, que la responsabilité ne se limite pas au seul élément déclencheur d'un dommage (CE Section, 7 mars 1969, Sté des

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

établissements Lassailly et Bichebois, p.148), d'autre part, que l'intervention d'un tiers dans la survenance d'un accident ne suffit pas, par elle-même, à rompre le lien de cause à effet direct entre l'ouvrage public et le dommage (cf. par exemple : CE Assemblée 9 janvier 1976, Ministre de l'aménagement du territoire c. Dame Berkowitz, au Rec. p.21, avec les conclusions du Président THERY).

L'appréciation du juge en matière de lien de causalité est donc emprunte d'une certaine subjectivité guidée en quelque sorte par le bon sens.

Ainsi en l'espèce et au regard des conclusions du rapport d'expertise telles que précédemment exposées et par référence à la jurisprudence précitée, il nous semble que vous pourrez considérer que si la rupture de la canalisation est la cause des dommages affectant la propriété des requérants, l'origine de cette fuite étant elle-même imputable à l'effondrement d'une cave située sous la voie publique, le lien de causalité entre les dommages et l'effondrement de la cave est établi et qu'elle en constitue la cause principale et déterminante.

Il devient dès lors essentiel d'établir la ou les personnes responsables de cette cave.

Les époux P... soutiennent que la rue Parousin est une voie publique communale appartenant au domaine public communal, que par suite, la cave située sous cette voie publique, et qui la soutient, appartient également au domaine communal en se fondant sur le principe résultant de l'article 552 du code civil selon lequel « la propriété du sol emporte la propriété du dessous. »

La communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie, comme la commune de Nanteuil soutiennent quant à elles que la cave est la propriété de M. et Mme P..., en se fondant sur les recherches effectuées par l'expert, desquelles il ressort que cette cave était mentionnée dans l'acte de propriété du pavillon détenu par les requérants, comme dans les actes de propriété antérieurs.

La communauté du pays d'agglomération considère que les requérants ayant été informé de l'état de dégradation de cette cave et de son risque d'effondrement au moment de l'acquisition du pavillon, leur abstention à remédier à cette situation constitue une faute à l'origine exclusive des dommages et que cette faute est de nature à l'exonérer de toute responsabilité.

La commune quant à elle fait valoir que sa responsabilité ne saurait à aucun titre être retenue en l'espèce.

Elle indique en premier lieu qu'elle ne peut être regardée comme la personne publique responsable du réseau d'assainissement, la compétence en la matière sur le

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

territoire de la commune ayant été transférée à la communauté de commune du Pays Fertois, au droit de laquelle est venue la communauté d'agglomération de Coulommiers.

Nous vous rappellerons à cet égard qu'en application des dispositions du III de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, en cas de transfert de compétences, l'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit à la collectivité adhérente dans l'intégralité des droits et obligations de cette dernière, relatifs à l'ensemble des biens et des services publics transférés, y compris les obligations résultant des dommages causés dans le cadre des compétences transférées avant la date du transfert.

CE, 4 décembre 2013, Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n° 349614.

En l'espèce la responsabilité de la commune ne peut donc être recherchée à raison de la rupture de la canalisation qui relève de la seule compétence de la communauté d'agglomération.

La commune soutient en outre que sa responsabilité ne saurait être mise en cause du fait de l'effondrement de la cave dès lors que cet ouvrage relève de la propriété privée des époux P..., quand bien même il serait situé sous la voie publique.

Vous savez que les ouvrages de soutènement des voies publiques sont généralement considérés par la jurisprudence comme des dépendances nécessaires ou des accessoires indissociables physiquement et fonctionnellement de la voie publique et sont considéré comme des ouvrages publics.

Il résulte par ailleurs de la jurisprudence qu'un ouvrage, quand bien même il aurait été édifié par une personne privée sur sa propriété privée, peut être qualifié d'ouvrage public s'il peut être considéré comme affecté à un usage relevant d'un intérêt public, notamment par son incorporation physique et fonctionnelle à un ouvrage public telle qu'une voie publique.

Vous pourrez vous reporter sur ce point aux conclusions détaillées de M. Guyomar, commissaire du gouvernement, sous l'avis n° 323179 du 29 avril 2010 rendu en assemblée par le Conseil d'Etat.

Dans ces conclusions, M. Guyomar rappelle qu'il n'y a pas de correspondance totale entre domaine public et ouvrage public. Il précise que seul un bien immobilier résultant d'un aménagement est susceptible de recevoir cette qualification, indépendamment du fait que cet aménagement résulte de travaux public ou non et qu'il ait été réalisé par une personne publique ou une personne privée, et qu'il résulte

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

de la jurisprudence du tribunal des conflits, du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation que « le trait distinctif de l'ouvrage réside dans son affectation à l'utilité publique. »

Il indique que la notion d'ouvrage public est une notion fonctionnelle et que les deux critères permettant de définir la notion d'utilité publique sont pour le premier matériel (la fonctionnalité de l'ouvrage) et pour le second organique (le propriétaire de l'ouvrage), et que ces deux critères ne sont pas nécessairement cumulatifs. En effet, le critère organique (l'ouvrage appartient-il à une personne publique ou à une personne privée chargée d'une mission de service public) ne constitue pas une condition indispensable à la qualification de l'ouvrage, le critère matériel pouvant en effet suffire à révéler sa fonction d'utilité publique et ainsi, qu'un bien appartenant à une personne privée peut être qualifié d'ouvrage public si sa fonctionnalité suffit, à elle seule, à le justifier.

Ainsi le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 17 mars 2017, Mme Dulery, n° 397035, a rappelé s'agissant du mur de soutènement d'un chemin rural ouvert à la circulation du public que la circonstance qu'un ouvrage n'appartienne pas à une personne publique ne fait pas obstacle à ce qu'il soit regardé comme une dépendance d'un ouvrage public s'il présente, avec ce dernier, un lien physique ou fonctionnel tel qu'il doit être regardé comme un accessoire indispensable de l'ouvrage, et que si tel est le cas, la collectivité propriétaire de l'ouvrage public est responsable des conséquences dommageables causées par cet élément de l'ouvrage public. »

Dans ces conclusions sous cette affaire, le rapporteur public Olivier Henrard indique notamment que la propriété de l'ouvrage litigieux est tout simplement inopérante pour écarter ou retenir la qualification d'ouvrage public dans le cas d'un bien immobilier incorporé matériellement à un ouvrage public et qui en constitue l'accessoire indispensable et relève « la grande stabilité des trois conditions cumulatives » exigées pour justifier une qualification d'ouvrage public.

Il faut en premier que l'ouvrage soit le résultat d'un travail, ce qui conduit à exclure de cette qualification les biens qui n'ont donné lieu à aucun aménagement :

CE, 2 décembre 1955, Commune de Salies-du-Salat, n°22568, CE, Sect., 12 décembre 1986, Rebora, n°51249, écartant respectivement cette qualification pour un cours d'eau ou une piste de ski non aménagés

L'ouvrage doit ensuite avoir un « caractère immobilier », ce qui conduit à exclure de cette qualification des aménagements mobiliers non fixés au sol :

CE, 26 septembre 2001, Département du Bas-Rhin, n°204575, ou CE, 12 octobre 1973, Commune de Saint-Brévin-les-Pins, n°84798 écartant respectivement la qualification d'ouvrage public pour un banc situé dans une cour d'école ou un plongeur flottant.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

L'ouvrage doit en dernier lieu répondre « par son usage, aux besoins du public, ou à ceux d'un service public, ou encore à un but d'intérêt général ».

Il note que la propriété publique de l'ouvrage n'est pas totalement neutre et peut constituer un « indice » ou une présomption sur la qualification de l'ouvrage, ce qui explique que la jurisprudence pourra être moins exigeante dans un tel cas pour caractériser l'existence d'une utilité publique au sens de la définition de l'ouvrage public.

S'agissant des biens qui s'incorporent à un ouvrage public, ils doivent pour répondre à ce critère d'utilité publique, concourir à son utilisation de manière suffisamment directe et en constituer un accessoire indissociable, par application de la théorie de l'accessoire, telle que rappeler à l'article L. 2112-2 du code général de la propriété des personnes publiques et qui joue, ainsi que le rappelait Olivier Henrard dans ses conclusions, en matière d'ouvrage public comme en matière de domanialité publique.

Si la théorie de l'accessoire était initialement assez largement entendue, » de sorte que « tout immeuble en surface qualifié de domaine public entraînait la même qualification pour les ouvrages situés dans le tréfonds », selon le principe mis en avant par les requérants, la jurisprudence s'oriente aujourd'hui vers une restriction de son application.

Ainsi, dans un arrêt du 26 janvier 2018, Société Var Auto, n° 409618, le Conseil d'Etat a écarté la qualification d'accessoire d'un ouvrage public s'agissant d'une dalle surplombant le tunnel du RER jugeant que, si elle était indissociable physiquement de l'ouvrage public constitué par le tunnel, cette dalle n'était pas « elle-même affectée à l'usage direct du public ou à une activité de service public » et qu'elle ne présentait pas « une utilité directe pour cet ouvrage, notamment sa solidité ou son étanchéité (...) ».

Dans le même sens, le tribunal des conflits avait précédemment retenu, dans une décision du 18 juin 2001, n° 3237, SARL « La Grioni Française » qu'un puit de ventilation d'un immeuble appartenant à une personne privée ne pouvait être regardée comme une dépendance ou un accessoire de l'ouvrage public constitué par une voie publique du seul fait qu'il se trouvait situé sous cette voie.

A titre de dernier exemple, la CAA de Marseille avait jugé, dans un arrêt n° 08MA002231 du 20 janvier 2011 que ne présentait pas le caractère d'ouvrage public une digue qui n'était pas affecté à l'usage public ou à un service public mais avait exclusivement été édifiée « dans le seul but de soustraire la propriété de la requérante de l'action des eaux » et qu'elle ne pouvait être regardée comme l'accessoire du pont

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

ou de la route, dès lors qu'elle ne constituait pas un élément nécessaire à leur bonne utilisation ou à leur bon fonctionnement.

Les critères d'utilité publique et/ou le lien de nécessité entre un ouvrage et son accessoire sont donc devenus déterminant, le lien physique les unissant étant nécessaire, mais non suffisant à lui seul pour la qualification d'ouvrage public.

En l'espèce, il est établi, et les requérants ne le contestent pas, que la cave située sous la rue Parousin figure sur leur acte de propriété et il résulte des éléments recueillis au cours de l'expertise qu'elle figurait sur les actes de propriété antérieure.

L'acte de vente mentionne notamment « conformément aux termes de la promesse de vente préalables aux présentes en date du 11 juin 2008, Mme C... (cédante des biens) déclare que dans le prolongement du sous-sol des biens objets des présentes une cave est située sous la rue de Parousin qu'elle a fait murer ».

Le titre de propriété des époux P... couvre donc sans conteste la cave souterraine située sous la voie publique et qui était antérieurement accessible depuis la propriété dont ils ont fait l'acquisition le 30 juillet 2008.

Il résulte de l'instruction, et notamment de ses annexes, que la rue de Parousin dans son état actuel, a été créée par la commune en 1990 qui a procédé à l'expropriation des terrains d'assiette en 1986 pour transformer le chemin rural alors dénommé chemin de Passy, en voie publique. La commune ne conteste d'ailleurs pas que la rue de Parousin ait, depuis cette date la qualité de voie publique relevant de son domaine public, position qu'elle a soutenue en octobre 2017 et janvier 2018 devant le TGI de Meaux ainsi que cela résulte des pièces produites à l'appui de son mémoire en défense.

Cependant vous l'aurez compris, la circonstance que la cave souterraine appartienne au domaine public ou au domaine privé n'a cependant que peu d'incidence sur sa qualification d'ouvrage public.

En l'espèce, il ressort de l'instruction que l'existence de cette cave souterraine est bien antérieure à la réfection de la rue de Parousin puisqu'elle daterait de plus de deux cent ans. Il résulte du rapport d'expertise et de ses annexes, notamment son annexe 25, qu'elle était à l'origine une dépendance d'un ancien pavillon démoli dans les années 39-45 dont un des murs était partie intégrante du mur de soutènement de la rue de Parousin, que l'aménagement de la petite cour séparant le pavillon actuel du mur de soutènement de la rue, qui a consisté en la réalisation de 4 murs de béton et d'une dalle, a été effectué par le propriétaire du pavillon en exécution d'une décision de justice de mai 77, afin de reprendre la poussée des terres et de supporter la rue.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

Il résulte de ces éléments que le mur de soutènement de la rue, que constitue le mur arrière de l'extension aménagée dans la cour intérieure de l'actuel pavillon peut être regardé, au regard de la jurisprudence précédemment mentionnée, comme un accessoire de l'ouvrage public constitué par la voie de circulation puisqu'il en constitue, dans l'ensemble de ses éléments, le soutien nécessaire et indispensable.

Pour un cas approchant, vous pourrez voir un jugement de votre tribunal en date du 24 juin 2019, n° 1608501, 1704826, 1801823.

Or il résulte également de l'annexe 25 au rapport d'expertise que l'accès à la cave est aménagé dans ce mur de soutènement et Mme C..., ancienne propriétaire, indique avoir fait murer cet accès situé dans le mur de soutènement en septembre en 2006, après l'avoir fait visiter notamment au maire de Nanteuil et son adjoint, et après avoir eu avec les représentants de la commune de nombreux échanges sur l'état dégradé de la cave et les risques subséquent d'effondrement de la voie de circulation située à son surplomb.

Il résulte également de ces documents que l'ancienne propriétaire, alertée par ces risques d'effondrement et ses conséquences, a entrepris des démarches auprès de la commune en vue de faire sécuriser la situation, en sollicitant des mesures de restriction de la circulation et une autorisation pour entreprendre des travaux de comblement ; que ces travaux n'ont en définitif pas été effectués faute pour Mme C... d'avoir la certitude de pouvoir les engager sous sa seule responsabilité, eu égard à la situation de la cave sous la voie publique dans le sous-sol de laquelle il est constant que circulait, au surplus, le réseau d'eau publique et le réseau d'assainissement de la commune.

Ainsi au plus tard en 2006, il est établi que la cave incorporée sous la voie de circulation sur toute sa largeur et à l'intérieur du mur de soutènement constituait un élément de solidité des ouvrages publics constitués tant par la rue que par son mur de soutien desquels elle est indissociable physiquement et structurellement, mais également, compte tenu des constats et expertises effectués en 2006, qu'elle constituait un élément nécessaire à leur solidité et à leur maintien en bon fonctionnement, bien que située environ 6 m sous la voie.

La circonstance que la cave relève de la propriété des époux P... est à cet égard sans incidence ainsi que nous l'avons indiqué précédemment.

Par ailleurs, il nous paraît peu probable que la commune n'ait pas eu connaissance de l'existence de cette cave avant d'entreprendre les travaux sur la voie publique à la fin des années 1980-début 1990 et de son rôle la stabilité de la voie de circulation.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

En effet, il résulte également de l’instruction que la commune avait qualité de partie à l’instance ayant conduit le juge judiciaire à ordonner à M. L..., alors propriétaire des biens ensuite cédés aux époux P..., de consolider le mur de soutènement du chemin de Passy, devenue rue de Parousin, instance au cours de laquelle des expertises avait été conduites pour déterminer les risques induits, pour la voie publique et le réseau d’eau potable, de l’insuffisante solidité du mur de soutènement situé sur la propriété de M. L.... Les éléments du dossier, notamment les annexes au rapport d’expertise, laissent en outre à penser que ces travaux auraient été réalisés par la DDE.

Dans ces circonstances, la cave située sous la voie et dans le mur de soutènement doit selon nous être regardée comme constituant un élément de solidité de ces ouvrages, de plus fort après les travaux effectués par la commune en 1990.

Nous nous permettons de faire observer que dans ces conditions, la commune, qui ne pouvait se désintéresser de la solidité de la voie de circulation, ne semble pas, ni dans les années 70-80, ni en 2006, avoir pris la mesure de sa responsabilité en la matière. Les conséquences de l’effondrement survenu en 2014 ont été importantes et graves, touchant tant la voie elle-même que les réseaux d’eau et d’assainissement ou les biens privés riverains, mais elles auraient pu avoir des conséquences plus dramatiques si des usagers de la voie, piétons, cyclistes ou automobilistes s’étaient trouvés sur les lieux au moment de l’effondrement qui est survenu brutalement.

Dans ces circonstances, puisqu’il nous apparaît que la cave souterraine était un élément de solidité de l’ensemble des ouvrages publics constitués par la rue de Parousin et son mur de soutènement, il nous semble que vous pourrez, dans les circonstances de l’espèce, reconnaître que la cave souterraine peut se voir qualifier d’accessoire de la voie publique et par suite, que son effondrement engage la responsabilité de la commune de Nanteuil sur Marne.

L’effondrement de la cave étant la cause exclusive et déterminante de la rupture de la canalisation d’eau potable, aux termes sans ambiguïté à cet égard du rapport d’expertise, ce que l’ensemble des parties s’accordent d’ailleurs à reconnaître, nous vous proposons par conséquent d’écarter en l’espèce la responsabilité de la communauté d’agglomération Coulommiers Pays de Brie.

Il convient cependant d’étudier la question de savoir, si le fait de la victime ne serait pas de nature à exonérer partiellement la commune de sa responsabilité.

En effet, il résulte notamment de l’expertise et de ses annexes, que les époux P... étaient parfaitement informés, non seulement de l’existence de la cave souterraine, mais aussi de son risque d’effondrement puisque lors de la vente, Mme C..., leur avait transmis les éléments relatant l’ensemble des démarches entreprises

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

par ses soins, notamment les courriers, constats et expertises, ainsi qu'un devis pour le comblement de la cave, prenant la précaution de faire indiquer à l'acte de vente que les acquéreurs feraient leur affaire personnelle de cette situation.

Les requérants ne pouvaient dans ces circonstances se désintéresser de cette situation compte tenu des conséquences et dommages que cela pouvaient induire pour leur propriété et leurs biens. Or il ne résulte pas de l'instruction qu'ils auraient engagé de quelconques démarches pour tenter de trouver une solution avec la commune afin de prévenir le risque d'effondrement parfaitement identifié de la cave.

Il nous semble que la négligence ou l'aveuglement des nouveaux propriétaires dans cette affaire pourrait être regardée comme de nature à exonérer la commune de sa responsabilité à hauteur de 20 %.

Venons-en à l'examen des chefs de préjudices.

Les époux P... demandent tout d'abord l'indemnisation de leurs préjudices matériels, qu'ils chiffrent à un montant total de 21 671 euros.

Ils sollicitent en premier lieu une indemnisation pour la perte d'une partie de la collection de disques anciens de M. P... qui étaient entreposés dans l'entresol inondé, le nombre de disques entièrement détériorés étant évalué à 1253 albums pour une valeur de 28 819 euros.

Compte tenu de la circonstance que la collection de disque avait été entreposé de manière inapproprié, à même le sol, et dans un lieu inadapté et inondable, l'expert a retenu que le préjudice subi par les époux P... pouvait être évalué à 1/3 de la valeur des disques détériorés, soit 9 607 euros et il est constant que l'assureur des requérants les a indemnisés à ce titre à hauteur de 7 700 euros. La circonstance que le contrat d'assurance n'ait pas permis une meilleure indemnisation ou que l'assureur ait refusé de reconnaître à la collection le caractère de biens précieux est à cet égard sans incidence.

Par suite et compte tenu du partage de responsabilité proposé, l'indemnisation au titre de ce chef de préjudice pourra être évalué à 1 525 euros.

Les requérants sollicitent également l'indemnisation des frais de nettoyage et de tris des disques qui ont pu être récupérés qu'ils estiment à 1 700 euros.

Cependant cette demande, bien que validée par l'expert, n'est assortie d'aucune pièce justificative, et semble avoir été réalisé par les requérants eux même avec l'aide de proches, dans ces circonstances, la réalité de ce chef de préjudice n'est

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

pas justifiée et la demande d'indemnisation présentée à ce titre devra, selon nous, être écartée.

Ils demandent l'indemnisation du mobilier équipant les pièces impactées par le dégât des eaux. Si cette demande n'est assortie d'aucune pièce justificative, telle que des factures ou photos, il est constant qu'il s'agissait de meubles d'occasion ou usagés dont la valeur globale a été estimée à 3 229 euros, au terme d'une expertise contradictoire réalisée après le sinistre et validée par l'expert.

Compte tenu du partage de responsabilité l'indemnisation de ce chef de préjudice pourra être arrêté à 2 583 euros.

Les requérants demandent en outre à être indemnisés des travaux de remise en état du niveau 0 du pavillon qui ont fait l'objet d'un devis de 7050 euros établi le 10 août 2014 par M. R... et validé par l'expert, ainsi que des travaux de sondage effectués conformément au devis établi par la société UNISOL le 17 décembre 2015 pour un montant de 4 800 euros également validé par l'expert.

Si les requérants n'établissent pas s'être acquittés de ces sommes, il résulte du rapport d'expertise et de ses annexes, que ces montants sont bien restés à leur charge.

Dans ces circonstances, l'indemnisation au titre de ces chefs de préjudice pourra être arrêtée à 9 480 euros en tenant compte du partage de responsabilité.

Mme P... demande en outre le remboursement des frais d'une formation de paysagiste qu'elle n'a pas pu suivre en raison de son état de santé imputable au sinistre.

Cependant, si le rapport d'expertise psychiatrique en date du 26 mai 2016 établi par le docteur Sénéchal, expert psychiatre et sapiteur dans les opérations d'expertises, indique que l'abandon de la formation est lié aux conséquences du sinistre sur l'état de santé psychologique de Mme P..., cette dernière n'apporte toutefois aucun justificatif du paiement des frais dont elle demande le remboursement, pas plus qu'elle ne justifie avoir été dans l'impossibilité d'en obtenir le remboursement.

La réalité de ce chef de préjudice n'étant dès lors pas établi, vous ne pourrez qu'écarter la demande d'indemnisation présentée à ce titre.

S'agissant des préjudices financiers, vous noterez que si les requérants ont demandé une indemnisation au titre de la perte de valeur vénale de leur pavillon dans la requête présentée à l'encontre de la communauté d'agglomération, ils n'ont pas actualisé leurs prétentions à cet égard concernant la commune. En tout état de cause,

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN
2^{ème} chambre

aucune perte de valeur vénale du bien ne saurait être regardée comme étant en lien direct et certain avec le dommage au regard des pièces produites par les requérants.

M. et Mme P... demande en second lieu l'indemnisation de leur préjudice de souffrance et des troubles dans leurs conditions d'existence qui ont résulté du sinistre et qu'ils évaluent à la somme totale de 14 000 euros.

A ce titre il se prévalent des rapports psychiatriques du docteur Sénéchal, qui relèvent, pour M. un pretium doloris de 2/7 et pour Mme un déficit fonctionnel permanent de 4 % et un pretium doloris de 3/7.

Au regard du partage de responsabilité, il nous semble que vous pourrez faire une juste évaluation des troubles de toute nature dans les conditions d'existence et du préjudice moral subis par les requérants en les évaluant à 1 200 euros pour M. et à 4 400 euros pour Mme.

Compte tenu de tout ce qui précède c'est une somme totale de 19 188 euros qui pourra être mise à la charge de la commune de Nanteuil sur Marne au titre de l'indemnisation de l'ensemble des préjudices subis par les requérants.

Enfin vous pourrez mettre à la charge de la commune une somme de 1 500 euros qui sera versée aux époux P... sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1.

Dans les circonstances l'espèce, vous ne pourrez que rejeter la demande de frais d'instance présentée par la commune et nous vous proposons de rejeter également la demande de frais d'instance présentée par la communauté d'agglomération.

Par ces motifs, nous concluons :

- A la condamnation de la commune de Nanteuil sur Marne à verser aux requérants une somme de 19 188 euros au titre de l'indemnisation des préjudices résultant pour eux du sinistre survenu le 20 juillet 2014 et une somme de 1 500 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du CJA ;
- Et au rejet du surplus des conclusions des parties.